

Chers lecteurs,

Le problème burundais est une question sur laquelle, pour des raisons d'intérêt, on a toujours fermé les yeux pour promouvoir le bain de sang des simples paysans (hutus et tutsis confondus) au nom du "ventriotisme".

La communauté internationale, qui pourtant connaît bel et bien cette question de "l'apartheid noir" s'en est toujours passée au détriment d'une politique de favoritisme, simpliste ou de deux poids deux mesures.

L'Equipe de Grands-Lacs Confidentiel salut le courage, la sincérité et l'impartialité avec lesquels, Nelson Mandela, l'emblème vivant de la lutte africaine contre l'impérialisme et le colonialisme, aborde le virus du mal Burundi :

" l'un des sujets les plus critiques, c'est qu'une minorité de 15% de la population puisse continuer à monopoliser le pouvoir politique, économique et militaire".

Glac espère que cette vision du Président Mandela ne sera ni influencée ni détournée par les ennemis du peuple burundais qui veulent que le sang du citoyen burundais continue à couler.

Le virus hutu-tutsi qui est aussi rwandais a fait des milliers des victimes notamment le génocide de 1972 au Burundi et celui de 1994 au Rwanda. Le fait que Mandela martèle fortement que les auteurs des tueries burundais (hutus et tutsis) devront comparaître devant la justice est un autre signe encourageant.

Le mal du problème burundais est aussi celui d'un lavage de cerveau, d'une ethnie qui se croit supérieure, intelligente à l'autre. Celle-ci va jusqu'à brandir qu'ils sont des juifs, comme si l'être signifie s'accaparer de la supériorité sur la justice. Pourtant, tout juif de bonne foi, nous dira que les génocides, les massacres sont les choses les plus indésirables qui soient. Ils en ont vu sous Hitler et ne peuvent en aucun cas le soutenir.

Burundais, Burundaises,

Vous avez toutes les bonnes raisons de croire en la paix et la tolérance mutuelles. C'est ce qui bâtit toute nation qui se respecte et qui fait preuve de civilité.

En attendant, Grands-Lacs Confidentiel et Cahier de Grands-Lacs espèrent que le citoyen burundais qui a toujours payé innocemment le prix d'une politique insensée et injuste puisse respirer la paix.

Par le texte ci-dessous nous envoyé par un de nos lecteurs, Cahier de Grands-Lacs salue tous les efforts pour ramener la paix dans ce Burundi aujourd'hui meurtri.

N.B.: Grands-Lacs Confidentiel connaissait un problème technique depuis quelques jours qui vient d'être réglé. Glac s'excuse pour tout inconvenient que cela pourrait avoir cause.

Equipe de Glac.

=====

Déçu hier par Mwalimu Julius Nyerere, Buyoya l'est aujourd'hui par Mandela.

Mandela tente de diagnostiquer le mal burundais

Dans son franc parlé, et voulant aider les Burundais à identifier les causes principales de leur conflit, le nouveau Médiateur Mandela a dit une de ces vérités que la classe politique burundaise tutsi ne veut pas entendre. Au cours de son allocution, il a déclaré que " l'un des sujets les plus critiques, c'est qu'une minorité de 15% de la population puisse continuer à monopoliser le pouvoir politique, économique et militaire". Il estime que "aussi longtemps que cette situation perdurera, on ne pourra pas parvenir à la paix et à la stabilité" au Burundi, avant de marteler que cette situation "ne peut plus être tolérée".

La pilule a été dure à avaler, et cette déclaration lui a attiré l'antipathie de la classe politique tutsi du Burundi, qui pourtant avait juré de n'avoir autre médiateur que Nelson Mandela, en remplacement de feu Mwalimu Julius Nyerere.

Dans leur déclaration du 23.2., 8 partis tutsi ont fait entendre que " cette thèse est erronée, car elle ne correspond pas à la réalité sociale et historique du Burundi. La globalisation qui en est le fondement et qui fait porter à toute la communauté tutsi la domination des hutu ne correspond pas à la vérité. "

Ces partis sont allés jusqu'à dire que de fausses informations lui ont été transmises:" Nous sommes surpris de constater que les conclusions de ce débat transmises au Facilitateur ne correspondent ni à ce débat, ni à la réalité de la société burundaise. "

Le major Buyoya a déclaré " être déçu" alors qu'il a lui-même exigé Nelson Mandela comme Médiateur, tout comme il avait demandé en vain que l'Afrique du Sud soit le siège des négociations, estimant que la Tanzanie ne le méritait plus, accusée constamment par son armée de soutenir les

mouvements armés qui le combattent.

L'AFP du 1.12.1999 rapportait: " Le chef de l'Etat burundais s'est déclaré "très satisfait" de la nomination de l'ex-président sud-africain Nelson Mandela quelques heures plus tôt par le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Grands Lacs." Le major Buyoya déclarait lui-même: "Nous, au gouvernement, nous avons fait savoir aux chefs d'Etat que notre choix se portait sur M. Mandela, pour son autorité morale et son expérience dans la résolution des conflits". Alors qu'on faisait encore la spéculation sur celui qui, d'entre Mandela et Ketumile Masire du Botswana serait médiateur dans le conflit burundais, Augustin Nzajibwami, Président de la Convergence proche de Buyoya déclarait le 26.11.99: "Pour nous, c'est Nelson Mandela, un point c'est tout".

Buyoya déçu par Mandela dans son approche des problèmes, titre
IRIN

Dans son dossier d'analyse n° 23 du 11.11.99, Burundi Bureau s'interrogeait déjà sur les chances de succès d'une médiation sud-africaine et écrivait: " Aujourd'hui, c'est le major Buyoya qui appelle de tous ses vœux la médiation sud-africaine. Hier, c'est le même major Buyoya qui avait persuadé Mwalimu Nyerere d'accepter de jouer la médiation dans le conflit burundais. Une fois qu'il (le major Buyoya) s'est rendu compte que le Médiateur Nyerere cherchait une solution négociée, le major Buyoya a été le premier à l'accuser de partialité. S'il a accepté de se rendre à Arusha en juin 1998, c'était sous le poids de l'embargo. A supposer que l'Afrique du Sud soit désignée comme médiateur dans le conflit burundais, elle cherchera sûrement à comprendre la problématique burundaise, et devra jouer la neutralité. Dans ce cas, le major Buyoya dira que la médiation est partielle."

Mandela a été désigné Médiateur dans le conflit burundais, comme souhaité ardemment par le major Buyoya, et il s'est mis à la tâche depuis le 16.1.2000, mais encore plus officiellement ce 21.2. avec la reprise des négociations à Arusha. Maintenant qu'il a dit une vérité qui ne rentre pas dans les visées du major, il est accusé d'avoir été mal informé. Le major Buyoya n'a pas pu se contenir et laisser le soin aux petits partis tutsi satellites de l'UPRONA de le critiquer comme ils en ont l'habitude. Comme le rapporte IRIN, le major Buyoya " a accusé le facilitateur, Nelson Mandela, de "simplifier" les problèmes du Burundi. " Nelson Mandela a reproché aux dirigeants du Burundi, mardi, leur "manque d'urgence" pour trouver la paix et leur a dit: "ceci suggère que ça ne vous gêne pas que les gens se fassent massacrer". M. Buyoya a répliqué que M. Mandela ne comprenait pas les problèmes."

Les petits partis tutsi lui ont emboîté le pas pour jouer le rôle que leur reconnaît le Français Gérard Prunier: Selon ce spécialiste du gouvernement français, les nombreux petits partis tutsi " brouillent l'image de la

négociation". Il poursuit son analyse en disant que ces partis sont " des entreprises économique-politiques montées parfois par une seule famille et dont le seul but est de se positionner pour avoir un poste de Secrétaire d'Etat ou d'Ambassadeur dans un éventuel gouvernement de transition. Pour éviter qu'on ne les oublie ou qu'on ne les tienne pour quantité négligeable ils ne cessent de prendre des positions maximalistes et sont souvent utilisés par le gouvernement pour dire des choses désagréables qu'il ne veut pas dire lui-même ou au contraire qui lui permettent de se repositionner sur une attitude avantageusement modérée."

Un Médiateur mal informé quand il ne pense pas comme le major Buyoya.

Interrogé par l'Agence Burundaise de Presse à son retour d'Arusha le 22.2 sur la remarque du Médiateur Mandela que l'ethnie minoritaire tutsi monopolise le pouvoir et que cela ne pourrait être plus toléré, le major Buyoya a répondu: "Moi je ne pense pas qu'il l'a fait pour condamner définitivement une ethnie, mais que probablement il a dû exprimer la compréhension du problème burundais selon les informations en sa possession".

A lire bien ce que Mandela a dit, il n'a pas " simplifié " le problème burundais comme l'avance le major Buyoya. Nelson Mandela a déclaré que "l'un des sujets les plus critiques, c'est qu'une minorité de 15% de la population puisse continuer à monopoliser le pouvoir politique, économique et militaire". Il n'a pas dit que c'était l'unique sujet critique, il y en a bien d'autres, mais il estime que la situation ne saurait continuer de la sorte si on veut construire un Burundi viable pour tous les Burundais. Les petits partis tutsi et le major Buyoya veulent user de l'intimidation pour que le Médiateur passe à côté de la vérité que eux-mêmes connaissent pourtant. Si l'armée n'était pas monopolisée par les Tutsi, on ne comprendrait pas pourquoi les délégations du gouvernement, de l'UPRONA et des partis satellites tutsi ne veulent rien entendre de l'intégration dans l'armée des combattants majoritairement hutu. Pourquoi cherche-t-on à tout pris à la garder dans ses structures actuelles. Si on veut demain bâtir un état de droit où il n' y aura ni génocide des Tutsi, ni génocide des Hutu, pourquoi est-on allergique à l'idée de constituer une armée à caractère national et non ethnique et régional?

Et là, les partis politiques tutsi (l'AV-Intwari, le PRP, le RADDES, l'UPRONA, l'ANADDE, le PSP, le PIT et l'INKINZO) qui rejettent la thèse de Mandela lui donnent raison quand ils reconnaissent qu'il y a des déséquilibres : " Les déséquilibres qui affectent l'Armée burundaise n'ont pas toujours existé. Elles sont le fruit de l'histoire. En effet, jusqu'en 1972, l'armée était majoritairement hutu." On notera que seul deux partis Tutsi n'ont pas signé le communiqué qui tente à discréditer le Médiateur. Il s'agit du PARENA de l'ex-président Jean baptiste Bagaza et l'ABASSA de l'Ambassadeur Térance Nsanze. (Déclaration)

Un observateur a fait remarquer que ces partis n'avaient pas besoin de recourir à cette déclaration, étant donné qu'ils sont présents juste dans les négociations où ils doivent négocier avec leurs compatriotes Hutu un compromis pour assurer la sécurité des uns et des autres.

Le major Buyoya lui-même ne prépare pas assez son entourage militaire aux changements: Répondant aux journalistes de l'Agence Burundaise sur la question de l'armée où le Médiateur avait parlé des proportions de 50% pour les Tutsi et 50% pour les Hutu, le major Buyoya a déclaré: "Il s'est prononcé sur la question des forces de sécurité en terme de proportion. Pour le Président Buyoya, Mandela n'a jamais dit qu'il s'agissait d'une décision, d'une résolution ou d'un article de l'accord de paix." Il est clair que Mandela n'a pas inventé cela, ce doit être le fruit des consultations multiples qu'il a menées depuis qu'il a été désigné Médiateur le 1.12.1999.

Quand le major Buyoya est rentré de ses consultations du 7.2 en Afrique du Sud, la presse a rapporté: " à l'issue de leur rencontre, le président Buyoya et l'ancien président sud-africain qui est, depuis décembre, médiateur des négociations de paix burundaises ont salué les "grands progrès réalisés", mais sans donner aucun détail sur le contenu de leurs entretiens. Il devient donc surprenant d'entendre le major Buyoya dire que Nelson Mandela " a dû exprimer la compréhension du problème burundais selon les informations en sa possession".

A part que le Médiateur a tiré la conclusion que " cette situation "ne peut plus être tolérée", sa déclaration ne diffère en rien de la phrase- refrain de la quasi totalité des dépêches des grandes agences de presse: " entamés en juin 1998, les pourparlers de paix d'Arusha n'ont pas permis de mettre un terme à la guerre civile qui oppose depuis 1993 le pouvoir et l'armée dominés par la minorité tutsie à divers groupes de rebelles hutus." Pourtant, ces partis politiques n'ont jamais protesté.

En conclusion à leur déclaration du 23.2. les 8 partis tutsi affirment: " en outre, autant l'idéologie de génocide n'est pas l'apanage de tous les hutu, autant la pratique de l'exclusion n'incombe pas à tous les tutsi ", afin d'accuser le Médiateur de globalisation. Il est difficile de croire que Nelson Mandela qui a lutté contre l'apartheid dans son pays puisse faire une telle simplification. En disant qu'il y a une minorité qui monopolise le pouvoir politique, économique et militaire, il ne veut sans doute pas dire que tous les Tutsi sont au pouvoir, qu'ils sont à l'armée, etc.. Même en Afrique du Sud où l'apartheid était institutionnalisé alors qu'au Burundi il reste discret, Mandela sait mieux que quiconque qu'il y a des Blancs qui ont lutté avec lui et l'ANC pour l'abolition du système.

Au lieu de recevoir son message avec colère, les Burundais doivent apprendre à regarder en face leur triste histoire pendant que la communauté

internationale manifeste encore un certain intérêt à les aider à s'en sortir. Le Secrétaire Général de l'OUA Salim Ahmed salim a fait remarqué aux négociateurs burundais le 21.2. que les efforts de la communauté internationale pour sortir de la crise burundaise sont là, mais qu'ils ne sont pas illimités. Aussi, faudrait-il garder à l'esprit que la recherche d'une solution durable au conflit burundais est avant tout une affaire des Burundais avant d'être une affaire du Médiateur Mandela qui ne cherche qu'à les inciter à trouver un compromis afin de mettre fin aux massacres. [Vendredi, 25.02.2000]